

## [Text]

Deuxièmement, je voudrais revenir un peu sur la question posée par notre collègue de Vancouver au sujet de la répartition des logements sans but lucratif que vous faites à travers le Canada. J'aimerais que vous nous expliquiez de quelle façon vous procédez pour faire cette répartition de logements à travers le pays. Est-ce que vous vous basez sur le nombre d'habitants, sur le taux de chômage ou sur les besoins d'une population à faible revenu?

**Mr. Cosgrove:** We do it in conjunction, Mr. Chairman, through you to the member, with the provincial authorities, whether that be the ministries of housing, however they are designated, in the various provinces. They in turn are assisted in large part by local housing authorities in the large metropolitan areas.

• 0955

For example, in Metropolitan Toronto there is the Metropolitan Toronto Housing Authority, which looks at a geographical area that has in it approximately two million people. The provincial government is assisted by that local housing authority with the information as to the breakdown of needs, the priorities in the local community for different types of housing, whether it be rental housing, assisted housing, non-profit housing, private market housing. They have a good feel for what is happening there. That information, together with the analysis done by the corporation officials, who in turn do surveys within each community and then within each province, is worked through so that it comes to a level of the corporation on a national basis. The officers of the corporation then, with the opportunity for input and comment by the minister or ministry and the appointed members of the corporation, who as well have input, determine finally how the funds will be allocated.

In large part, I think you have had the long answer; the short answer is need.

**M. Bujold:** Merci, monsieur le ministre. J'espère que notre gouvernement trouvera le moyen d'accorder plus de crédits à la Société Canadienne d'hypothèques et de logement afin de lui permettre de construire plus de logements, à loyer modique. Vous savez que dans des régions à faible densité de population et à faible revenu, c'est la seule façon de construire des logements présentement. Aucune entreprise privée ne peut construire ce genre de logement pour une population à faible revenu.

Monsieur le ministre, j'aimerais revenir sur une question abordée la semaine dernière, soit le programme de subventions aux équipements communautaires. Je ne sais pas si vous êtes, au courant que votre collègue du gouvernement du Québec a expédié une lettre à toutes les municipalités du Québec, se plaignant de la lenteur du gouvernement fédéral et de l'attitude du gouvernement fédéral dans la renégociation de ce programme.

En parcourant rapidement le texte de l'entente conclue en 1978, je crois, entre votre prédécesseur et le gouvernement du Québec, j'ai constaté qu'il avait été bel et bien entendu que le

## [Translation]

Secondly, I would like to come back to a question asked by our colleague from Vancouver on the on the allocation of non-profit housing throughout Canada. I would like you to explain to us how you go about allocating housing across the country. Do you rely on the number of residents, on the unemployment rate or on the need of low-income citizens?

**M. Cosgrove:** Monsieur le président, nous travaillons en collaboration avec les responsables provinciaux des ministères du Logement quels que soient leurs noms dans les diverses provinces. Ces derniers sont aidés à leur tour en grande partie par les responsables locaux du logement dans les grands centres métropolitains.

Par exemple, dans le grand Toronto, on trouve le «Metropolitan Toronto Housing Authority» qui s'occupe d'une région qui regroupe environ 2 millions d'habitants. Le gouvernement provincial reçoit des responsables locaux du logement des données sur les besoins, sur les priorités par type de logements, qu'il s'agisse de logements locatifs, de logements subventionnés, de logements à buts non lucratifs ou de logements privés. Ceux-ci sont bien au courant de ce qui se passe. Les données ainsi que l'analyse effectuée par les fonctionnaires de la Société qui, à leur tour, effectuent une étude de chaque localité et ensuite de la province, sont examinées de sorte que la Société finit par avoir un aperçu national. Les agents de la Société après avoir obtenu l'apport et les remarques du ministre ou du ministère et de certains membres de la Société qui ont également leur mot à dire décident en dernière analyse de la façon dont les crédits seront attribués.

Voilà la réponse en long et en large; la réponse simple, c'est selon le besoin.

**Mr. Bujold:** Thank you, Mr. Minister. I hope our government will find a way to give more funds to the Central Housing and Mortgage Corporation so that it may build more low income housing. As you know, at the present time, in low density areas where incomes are low, this is the only way to build housing. No private firm can build this kind of housing for low income people.

Mr. Minister, I would like to come back to a question that was asked last week on the community services contribution program. Do you know that your colleague from the Quebec government sent a letter out to all the municipalities of Quebec in which he complains of the slowness of the federal government and its attitude in the renegotiation of this program.

If we look briefly at the content of the agreement entered into in 1978, I believe, between your predecessor and the Quebec government, it had been agreed, without doubt, that